



Etat certifié d'inscription(s)

Du chef de : **L'AFFINE BOUCHE**

Adresse : **27 Route De Saint-omer 59380 SOCX**

N° unique d'identification : **834740813**

Ainsi dénommé(e), qualifié(e), domicilié(e) et orthographié(e), et non autrement.

État des inscriptions de nantissements (conventionnels et judiciaires) du fonds de commerce

Articles L. 142-3 et R. 521-2, 4° du code de commerce

Inscription n°2018N000032 prise le 19/02/2018

En vertu : Acte notarié en date du 26/01/2018. Signé par Me Patrick VEVE.

Au profit de : Banque CIC Nord Ouest SA, 33 Avenue Le corbusier 59800 LILLE

Election de domicile du créancier : Etude de Me Patrick VEVE, notaire à Dunkerque.

Contre : Société par actions simplifiée LE P'TIT DUNKERQUE, 32 Place Charles Valentin 59140 DUNKERQUE

N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque

Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non

Description : Un fonds de commerce

Montant : 66 000,00 EUR

État des inscriptions du privilège de nantissement judiciaire

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire (Articles L. 531-1 et suivants et R. 531-1 et suivants du code des procédures civiles d'exécution).

État des inscriptions du privilège de nantissement sur fonds artisanal

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds artisanal (loi du 05 juillet 1996).

État des inscriptions du privilège de nantissement sur fonds agricole

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds agricole (article L311-3 du code rural et de la pêche maritime).

État des inscriptions de privilèges du vendeur de fonds de commerce

Articles L. 141-6 du code de commerce et R. 521-2, 3° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de vendeur de fonds de commerce (Articles L. 143-16 et suivants et R. 143-6 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions du privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement (Articles L. 525-1 et suivants et R. 525-1 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires

Articles L. 243-5, R. 243-46 du code de la sécurité sociale et R. 521-2, 14° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général de la sécurité sociale et des régimes complémentaires (Articles L. 243-4 et suivants et R. 243-46 et suivants du code de la sécurité sociale).



État des inscriptions de privilèges du Trésor

Articles 1929 quater du code général des impôts, 396 bis du code général des impôts, annexe 2, 379 bis du code des douanes et R. 521 - 2, 13° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général du trésor en matière fiscale (Article 396 bis du code général des impôts, annexe 2).

État des inscriptions de protêts et certificats de non-paiement

Articles L. 511-56, R. 511-4 du code de commerce, R. 131-49 du code monétaire et financier

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de protêt (Articles L. 511-52 et suivants et R. 511-2 du code de commerce).

État des certificats de non paiement de chèque

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun certificat de non-paiement (Articles L. 131-69 et suivants, R. 131-49 et suivants du code monétaire et financier et R. 511-2 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions d'opérations de crédit-bail en matière mobilière

Articles L. 313-10, R. 313-4 du code monétaire et financier et R. 521-2, 16° du code de commerce

Inscription n°2021C000889 prise le 17/06/2021

Au profit de : CREDIT MUTUEL LEASING, 17 bis PL des Reflets 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Montant : 3 138,00 EUR

Contre : LE P'TIT DUNKERQUE, 32 Place Charles Valentin 59140 DUNKERQUE

N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque

Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non

Description : GASTRO LAVE VERRE ET FOURNEAU A GAZ 2021040700007

Inscription n°2022C000692 prise le 02/05/2022

Au profit de : DIAC, 14 Avenue Dû Pavé Neuf 93168 NOISY-LE-GRAND

Contre : LE P'TIT DUNKERQUE, 32 Place Charles Valentin 59140 DUNKERQUE

N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque

Description : RENAULT

KANGOO EXPRESS

VF1FW51K160947980

Inscription n°2023C000561 prise le 17/04/2023

Au profit de : DIAC, 14 Avenue Dû Pavé Neuf 93168 NOISY-LE-GRAND

Contre : SUITE & RESTAURANT, 35 Rue Galilée 59210 COUDEKERQUE-BRANCHE

N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque

Description : RENAULT

KANGOO EXPRESS

VF1FW51K160947980

Inscription n°2023C001873 prise le 02/11/2023

Au profit de : Compagnie Générale de Crédit aux Particuliers - CREDIPAR, 12 Avenue André Malraux 92300 LEVALLOIS-PERRET

Montant : 35 392,00 EUR

Contre : SUITE & RESTAURANT, 35 Rue Galilée 59210 COUDEKERQUE-BRANCHE

N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque

Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non

Description : Voiture Particulière de Marque : PEUGEOT, MODELE : E-2008 - GENE RATION-II ELECTRI, TYPE MINES : UKZKXZ, PUISSANCE FISCALE : 4 CV , N° DE SERIE : VR3UKZKXZNJ740412, N° D IMMATRICULATION : GJ-670 -TD

Pour état conforme au registre tenu au greffe du tribunal de commerce de Dunkerque

Requis par : non indiquées

Arrêté à la date du : 02/09/2025



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DUNKERQUE

Inscription n°2024C002515 prise le 02/12/2024

Au profit de : DIAC, 14 Avenue Dû Pavé Neuf 93168 NOISY-LE-GRAND
Contre : L'AFFINE BOUCHE, 27 Route De Saint-omer 59380 SOCX
N° unique d'identification : 834740813. RCS (Ville) : Dunkerque
Existence d'autres dispositions particulières entre les parties : Non
Description : RENAULT KANGOO EXPRESS
VF1FW51K160947980

Montant : 10 411,09 EUR

Contrats de location en matière mobilière

Articles R. 521-2, 12°, L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de location (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

Clauses de réserve de propriété en matière mobilière

Articles R. 521-2, 12°, L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de vente avec clause de réserve de propriété (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

État des inscriptions des warrants hôteliers et pétroliers

Articles L. 523-3 et R. 524-1 du code de commerce (abrogés)

Néant

État des inscriptions de mesures d'inaliénabilité

Articles R. 521-2, 11°, R. 626-25, R. 631-35 et R. 642-12 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de mesure d'inaliénabilité (Articles L. 626-14 et suivants et R. 626-25 et suivants du code de commerce).

Une copie du jugement prononçant l'inaliénabilité peut être obtenue directement auprès du greffe du tribunal de commerce ayant prononcé la mesure d'inaliénabilité, ou sur le site internet : <http://www.infogreffe.fr>

État des inscriptions de nantissements judiciaires de parts de sociétés civiles

Articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 (abrogés) Article R. 532 - 3 et s. du code des procédures civiles d'exécution

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire de parts sociales de société civile (Loi 91-650 du 9 juillet 1991 et décret 92-7555 du 31 juillet 1992).

Avertissement : • L'information d'un nantissement judiciaire de parts de société civile publié après le 1er janvier 2022 nécessite la consultation des actes déposés en annexe du RCS du siège de la société dont les parts sont nanties.

État des hypothèques fluviales

Articles R. 4122-3 du code des transports et R. 521-2 9° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription d'hypothèque fluviale (loi du 5 juillet 1917 modifiée en 1934, décret du 3 avril 1919 modifié par décret n° 60-1141 du 17 octobre 1940).

État des inscriptions de déclarations de créances

Articles L. 141-22 du code de commerce et R. 521-2, 5° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune déclaration de créance (Articles L. 141-21, L. 141-22 et R. 143-10 du code de commerce).

Pour état conforme au registre tenu au greffe du tribunal de commerce de Dunkerque

Requis par : non indiquées

Arrêté à la date du : 02/09/2025



État des inscriptions de prêts et délais

Articles L. 622-17, III, 2° et 3°, L. 631-14, R. 622-14 et R. 631-20 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun prêt autorisé ni délai de paiement (Articles L. 622.17 III 2° et R. 622-14 du code de commerce).

État des inscriptions de gage des stocks

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de gage des stocks (Articles L. 527-1 et suivants, et R. 521-1 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions des arrêtés de traitement de l'insalubrité et de mise en sécurité

Articles L. 541-2 et L. 184-1 du code de la construction et de l'habitation et R. 521-2, 18° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale ou de l'adresse sur laquelle l'information a été demandée, aucun arrêté pris en application de l'article L1331-28 du Code de la santé publique, L123-3 ou L511-2 du Code de la construction et de l'habitation (article L541-2 alinéa 2 et L541-3 du Code de la construction et de l'habitation).

État des inscriptions d'hypothèques maritimes (à l'exclusion de celles qui portent sur les navires enregistrés au registre international français)

Articles R. 5114-14-1 du code des transports et R. 521-2, 6° du code de commerce

Néant

Ce résultat est délivré sous réserve de l'exactitude et de l'exhaustivité des données concernant les hypothèques maritimes enregistrées par les services des douanes avant le 1er janvier 2022 et n'engage pas la responsabilité du greffier.

État des inscriptions de gages sans dépossession

Article R. 521-2, 1° du code de commerce Décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006(abrogé) hors la catégorie 12 de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la nomenclature visée à l'article 2(6°) du décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de gage sans dépossession (Décret no 2006-1804 du 23/12/2006)

État des inscriptions de tous actes ou jugements translatifs, constitutifs ou déclaratifs de propriété ou de droits réels portant sur un bateau

Articles L. 4121-2, R. 4121-1 du code des transports et R. 521-2, 8° du code de commerce

Néant

État des inscriptions de nantissemens conventionnels de parts sociales (sociétés civiles, SARL, SNC)

Articles 1866 et 2355 du code civil et R. 521-2, 2° du code de commerce Catégorie 12 uniquement de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la nomenclature visée à l'article 2(6°) du décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006(abrogé)

Néant

État des inscriptions du privilège de nantissement sur parts sociales de société civile

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de parts sociales de société civile (articles 53 à 57 décret du 3 juillet 1978 loi du 4 janvier 1978).

État des inscriptions d'actes de saisie de bateaux

Articles R. 4123-6 du code des transports et R. 521-2, 10° du code de commerce

Néant



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DUNKERQUE

État des inscriptions d'actes de saisie sur les navires (à l'exclusion de ceux qui portent sur les navires enregistrés au registre international français)

Articles R. 5114-25 du code des transports et R. 521-2, 7° du code de commerce
Néant

État des saisies pénales de fonds de commerce

Articles 706-157 du code de procédure pénale et R. 521-2, 17° du code de commerce
Néant

État des inscriptions de warrants agricoles

Articles L. 342-4, R.342-1 du code rural et de la pêche maritime et R. 521-2, 15° du code de commerce
Néant

Avertissement : • Le présent état ne révèle que les inscriptions prises à compter du 01/01/2023, • Les publicités prises antérieurement au 01/01/2023 demeurent inscrites dans les registres tenus par les tribunaux judiciaires compétents pour les recevoir jusqu'au 31/12/2022.

Fait à Dunkerque, le 03/09/2025

Le Greffier



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

à jour au 3 septembre 2025

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	834 740 813 R.C.S. Dunkerque
Date d'immatriculation	18/01/2018
Dénomination ou raison sociale	L'AFFINE BOUCHE
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Capital social	5 000,00 Euros
- Mention n° F24/008596 du 14/11/2024	Décision de non-dissolution de la société malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes constatées par décision en date du 31/10/2024.
Adresse du siège	27 Route De Saint-omer 59380 Socx
Activités principales	Restaurant, bar, débit de boissons.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 18/01/2117
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms	ETHEVE Jennifer Denise
Date et lieu de naissance	Le 12/01/1988 à Malo Les Bains (59)
Nationalité	Française
Domicile personnel	27 Route De Saint-omer 59380 Socx

Gérant

Nom, prénoms	BONVOISIN David
Date et lieu de naissance	Le 07/12/1985 à Dunkerque (59)
Nationalité	Française
Domicile personnel	27 Route De Saint-omer 59380 Socx

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	27 Route De Saint-omer 59380 Socx
Enseigne	LAFFINE BOUCHE
Activité(s) exercée(s)	Restaurant, bar, débit de boissons, vente à emporter.
Date de commencement d'activité	03/06/2023
Origine du fonds ou de l'activité	Achat
Précédent exploitant	
Dénomination	LE STEGER
Adresse	27 Route De Saint-omer 59380 Socx
Numéro unique d'identification	397 997 875
Nom du journal d'annonces légales	TERRES ET TERRITOIRES
Date de parution	09/06/2023
Mode d'exploitation	Exploitation directe

MENTIONS DES DECISIONS INTERVENUES DANS DES PROCEDURES DE SAUVEGARDE, DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, DE REGLEMENT JUDICIAIRE OU DE LIQUIDATION DES BIENS

- Mention n° F25/007244 du 02/09/2025

Jugement du Tribunal de Commerce de Dunkerque en date du 02/09/2025 ouvrant une procédure de redressement judiciaire.

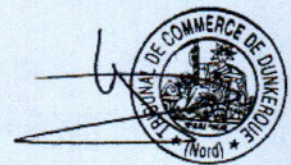
Mandataire judiciaire : SELARL W.R.A. (Maître Pierre-François ROUHIER) 9 place des Martyrs de la Resistance 59240 Dunkerque.

Date de cessation des paiements : 01/07/2025.

Durée de la période d'observation six mois.

Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT